

DECLARATION

RESISTANCE CITOYENNE POUR LA DEFENSE DES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE

Le comité de suivi du pacte républicain qui a œuvré de façon inlassable pendant un an pour le dialogue politique national constate avec amertume le demi échec des résultats de la consultation des partis politiques. Si l'on peut se réjouir des progrès accomplis dans le processus électoral, avec : la disponibilité du fichier, la possibilité de son audit par les acteurs et sa consultation par internet. Force est de constater que le débat sur les institutions et leur renforcement a été totalement occulté au profit de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

Or à trois mois des élections législatives et présidentielle, le Sénégal a connu une série d'événements dont la gravité, la fréquence, et le caractère particulièrement atypique ont porté de graves préjudices aux institutions, principes et valeurs qui donnent tous leurs sens à la République.

Ni les réactions, les indignations de révolte, d'exaspération ou tout simplement les appels à la raison ne semblent trouver le plus faible écho auprès des autorités politiques. Concernant la laïcité de l'État, principe reconnu dans la Constitution, patiemment construite dans la durée pour permettre la cohabitation pacifique des ethnies, des religions et des confréries, c'est peu de dire qu'elle est menacée aujourd'hui. Jamais depuis l'indépendance du Sénégal, on n'a assisté à une instrumentalisation politique aussi peu scrupuleuse du levier ethnique, confrérique et religieux. En effet, nous assistons à une irruption massive du fait religieux dans le champ politique avec l'implication de marabouts, dans les meetings politiques et dans le gouvernement.

Concernant les fonds politiques et les fonds secrets, nous avons assisté à un scandale d'une telle gravité avec le « Protocole de Rebeuss », que si le Sénégal était un pays réellement démocratique, on aurait pu au moins poser le débat sur l'« impeachment ». Quant au sort qui a été réservé à la justice, à sa crédibilité, au statut qui doit lui être réservé dans un état de droit : c'est peu de dire que ça laisse à désirer.

Un État où la discontinuité entre l'exécutif et le pouvoir judiciaire est presque nul n'est presque plus un État de droit, si bien que certains observateurs commencent à considérer le Sénégal comme un régime de dictature rampante. On ne compte plus depuis quelques temps, les arrestations arbitraires et les convocations intempestives à la DIC.

Dans cette situation politique délétère, le Parlement sénégalais qui brille par son absence, garde un silence de plomb (une commission d'enquête parlementaire aurait dû être ouverte sur le protocole de Rebeuss).

Quant à la télévision sénégalaise, elle n'a jamais été aussi verrouillée et aussi partisane, se transformant sans scrupule en porte voix du parti au pouvoir, en dépit des assurances fournies par le Président de la République à l'opposition, lors des récentes consultations des partis politiques.

Le comité de suivi du pacte républicain et les organisations signataires considérant la gravité de la situation, et de l'urgence d'une action efficace permettant de défendre la République, de contribuer à l'organisation d'élections transparentes fiables et apaisées et une compétition électorale à armes égales, ont décidé de conjuguer leurs forces pour mettre en place un Comité de Veille et de Résistance Citoyenne pour la Défense des Institutions de la République. A cet effet, plusieurs actions sont prévues :

- Lancement d'une pétition nationale pour la défense des Institutions de la République ;
- Pour la libération des personnes arbitrairement détenues ;
- La poursuite d'un dialogue politique national sincère centré sur les intérêts supérieurs de la nation ;
- Campagne nationale de boycott de la télévision d'Etat si la situation persiste.

Pour que la vigilance citoyenne soit de rigueur en vue d'avoir d'élections transparentes, démocratiques et apaisées, le comité de suivi du pacte républicain et les organisations signataires du communiqué lance un appel à toutes les forces vives pour la mobilisation générale.

Ont signé

- Alioune Tine, RADDHO
- Me Demba Ciré Bathily, Amesty International
- Mouhamed Mbodj, Forum Civil
- Jacques Habib Sy, Aid Transparency
- Birame Diouf, CONGAD
- Me Boucounta Diallo, ONDH
- Théodore Ndiaye, Présence Chrétienne
- Penda Mbow, Mouvement Citoyen
- Mamadou Lamine Thiam, RADI
- Charles Guèye, ORDC
- Amadou Sy ANAFA
- Fatou Sow SARR, IFAN
- Abdou Aziz KEBE, UCAD
- Dié Maty FALL, Journaliste
- Elhadj KASSE, Journaliste
- Abdoulaye DIEYE, UCAD
- Ismaila Madior FALL, UCAD
- Boubacar Diop dit Buuba, UCAD